

LE GOUVERNEMENT CONFEDERE DU KENTUCKY



Capitole de Frankfort, capitale du Kentucky. Photo prise pendant l'occupation confédérée, de septembre au 4 octobre 1862 (Collection de la Kentucky State Historical Society)

Par Serge Noirsain

Les prémices

En raison de ses liens commerciaux avec la rivière Ohio et les grands centres commerciaux de Pittsburgh et de Cincinnati, le Kentucky était un des rares Etats sudistes que le lobby esclavagiste ne dominait pas. Il avait donc beaucoup à perdre et rien à gagner de son éventuelle séparation de l'Union. Pour mieux comprendre le comportement de cet Etat dans le grand contentieux national américain, rappelons sommairement le programme respectif des quatre candidats à la présidence.

Les Républicains d'Abraham Lincoln visaient à abolir l'esclavage mais pas dans l'immédiat. Il leur fallait en effet attendre la création d'un certain nombre d'Etats libres pour réunir, à la Chambre, la majorité requise par tout amendement de la Constitution, et la suppression de l'esclavage en était un.

John Bell (un ancien Whig) et son nouveau parti « unioniste » ne souscrivaient pas à la théorie prétendument humanitaire du parti républicain, ils défendaient le maintien de l'Union tant que les Républicains ne s'attaquaient pas aux droits constitutionnels des Etats, en l'occurrence à l'institution de l'esclavage là où il se pratiquait.

Les Démocrates nordistes de Stephen Douglas protégeaient eux aussi l'esclavage, mais seulement où il existait déjà. En revanche, ils soutenaient que les nouveaux Etats devaient soumettre à une consultation populaire le rejet ou l'introduction de l'esclavage dans leur Constitution.

Quant aux Démocrates sudistes de John C. Breckinridge, leur plateforme électorale avait décrété que l'extension de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest devait être leur objectif politique primordial. La majorité de ces mêmes politiciens envisageait même la réouverture de la traite des esclaves pour alimenter les nouveaux territoires en main-d'œuvre noire.¹

De 1848 à 1860, le « droit des Etats sudistes » à étendre leur « Institution particulière » dans tous les nouveaux Etats américains envenime de plus en plus les relations entre le Nord et le Sud. Les discours des politiques sudistes, leur presse, leurs écrits et leurs interventions au Congrès fédéral ne laissent pas subsister le plus infime doute sur l'épouvantable phantasme racial qui les poussa à faire sécession : « *Non seulement nous désirons que les Territoires actuellement libres deviennent esclavagistes, mais nous voulons aussi étendre l'esclavage à Cuba, dans le Mexique septentrional etc... Nous rouvririons même la traite des esclaves africains pour que chaque Blanc ait la chance de devenir propriétaire d'un ou de plusieurs nègres* ». ²

Faut-il vraiment préciser que les plus virulents défenseurs de l'extension de l'esclavage et de la réouverture de la traite des Noirs occupèrent tous des postes politiques ou militaires importants dans la Confédération.

Tout cela fera l'objet d'un prochain article qui dévoilera les fétides motivations d'une oligarchie ni belle ni noble auprès de laquelle il ne faisait pas bon vivre si l'on était noir, juif ou pauvre. Pour vérifier cette assertion et procéder à une analyse méticuleuse des projets politiques et économiques de cette « extrême droite » sudiste, nous vous conseillons dès à présent les lectures suivantes : *The Secession Movement 1860-1861* (D.L. Dumond) ; *Pro-Slavery Thought in the Old South* (W.S. Jenkins) ; *No Compromise! The Story of the Fanatics who paved the way to the Civil War* (A. Whitridge) ; *Editors Make War : Southern Newspapers in the Secession Crisis* (D.E. Reynolds) ; *Southern Pamphlets on Secession : 1860-1861* édité par J.L. Wakelyn ; *Voices in the Storm* ; *Confederate Rhetoric, 1861-1865* (K.E. Fritz) ; *The Counter-Revolution of Slavery* (M. Sinha) ; *Apostles of Disunion* ; *Southern Secession Commissioners and the Causes of the Civil War* (C.B. Dew) ; *Defending Slavery* ; *Proslavery Thought in the Old South, a Brief History with Documents*, édité par P. Finkelman ; *American Jewry and the Civil War* (B.W.Korn) ; *Jews in the South, 1787-1865* (L. Dinnerstein).³

¹ En 1859, le projet de rouvrir la traite des Noirs mobilisa le lobby esclavagiste. Ses plus ardents "promoteurs" occupèrent de hautes fonctions au Congrès confédéré. Ceux-ci suspendirent ce projet parce qu'il risquait de désunir le "front" sudiste dans la perspective des élections de 1860. Cette désunion ne participait pas de principes humanitaires ; certains Etats où l'on « élevait » des esclaves noirs destinés à la vente (principalement la Caroline du Sud) s'opposaient à l'importation de Noirs capturés en Afrique, qui se seraient vendus moins cher que ceux « produits » sur place. Pour plus de détails, voir : Sinha M., *The Counter-Revolution of Slavery*, University of North Carolina Press, 2000, pp. 125-186.

² *Charleston Daily Courier*, Aug. 16, Nov. 6, 7, 1855; *Camden Weekly Journal*, Aug. 21, 1855; Oscar Lieber to Francis Lieber, Apr. 24, 1858, Francis Lieber Papers, South Carolina Library; *Charleston Mercury*, July 13, Aug. 7, 25, 1855, May 28, June 2, July 3, 9, 14, 23, 28, Aug. 3, 7, 25, Nov. 19, Dec. 4, 1855, Jan. 16, 26, 30, Feb. 15, Apr. 4, May 10, 20, Oct. 15, 16, 21, 22, 23, 29, Nov. 7, 1856; *Black River Watchman*, June 2, Oct. 3, Nov. 7, 14, 1855, Jan. 23, Dec. 3, 1856; speech, Mar. 1856, Martin Witherspoon Gary Papers, South Carolina Library; James L. Orr to John L. Manning, Sept. 22, 1856, Chesnut-Miller-Manning Papers, South Carolina Historical Society; Francis W. Pickens to Burt, Aug. 8, 1856, Armistead Burt Papers, Perkins Library Duke University ; Tyler Anbinder, *Nativism and Slavery: The Northern Know Nothings and the Politics of the 1850s* (NY, 1992); W. Darrell Overdyke, *The Know-Nothing Party in the South* (B. Rouge, La., 1950); James Marchio, "Nativism in the Old South: Know-Nothingism in Antebellum South Carolina", *Southern Historian* 8 (Spring 1987): 39-53, in Sinha M., *The Counter-Revolution of Slavery*, p. 130.

³ Ces livres, que j'ai lus et annotés, ne sont qu'une sélection de la centaine d'ouvrages décortiquant les propos, courriers, discours et harangues des hommes politiques sudistes de 1848 à 1860, ainsi que le contenu de la presse

Les résultats des élections présidentielles (6 novembre 1860) démontrent que le Kentucky ne s'inscrivait pas dans le grand idéal de la « Cause » esclavagiste. John Bell, l'Unioniste modéré y recueillit 45% des voix, suivi par les Démocrates fanatiques de John C. Breckinridge (36%) et les Démocrates nordistes de Stephen Douglas (18%). Notons en revanche que l'abolitionnisme républicain motiva moins de 1% des électeurs kentuckiens. Dans un de ses ouvrages, Allan Nevins observe que la somme des votes kentuckiens en faveur de Douglas et de Bell (63%) dénote que la majorité des citoyens de cet Etat s'opposait à toute forme d'extrémisme dans le Nord et dans le Sud.⁴

Dans cette optique, Beriah Magoffin, le gouverneur en place du Kentucky, écrit le 9 décembre 1860 à ses homologues des Etats esclavagistes, leur suggérant de négocier avec le parti républicain plutôt que de faire sécession. Ce que Magoffin propose, c'est un compromis qui renforcerait la loi sur l'extradition des esclaves fugitifs, fixerait une fois pour toutes la limite de l'esclavage aux Etats situés au-dessous du 37^e parallèle, garantirait le libre accès au fleuve Mississippi et concéderait au Sud un droit de veto sur toute législation concernant l'esclavage.⁵

Le 27 décembre, Magoffin convoque ses deux chambres en session spéciale pour les convaincre d'organiser une convention qui déterminera leur position dans le conflit qui se préparait. Dans le même temps, la presse se déchaîne dans les deux sens. Le « *Louisville Morning Courier* » du 25 janvier 1861 pousse les sécessionnistes à l'action : « *Nous avons perdu trop de temps. Les moments historiques passent et ne se reproduisent jamais. Pour nous et le Kentucky, il faut agir. C'est maintenant ou jamais!* »⁶

L'activisme sécessionniste en Kentucky électrisa la faction opposée et il est probable que le bellicisme des « va-t-en-guerre » incita les pacifistes sudistes à renforcer les rangs des supporters de l'Union. En tout cas l'Assemblée législative kentuckienne ne veut pas entendre parler d'une convention qui, « *dans un moment d'excitation, céderait à l'extrémisme de la sécession* ». Elle délègue alors six de ses membres à Washington pour proposer une convention nationale portant sur l'opportunité ou non d'adopter le « Compromis Crittenden ».⁷

John J. Crittenden (1787-1863) avait été gouverneur du Kentucky, procureur général des Etats-Unis puis sénateur à plusieurs reprises. Il l'était encore en 1860 lorsqu'il proposa à Lincoln son fameux « Compromis » destiné à endiguer la vague sécessionniste. En substance ce compromis garantissait aux Etats sudistes la protection de l'esclavage dans tous les Territoires⁸ gérés par le gouvernement fédéral entre la ligne des 36°30' et le Pacifique. Cette protection s'exercerait jusqu'à ce que ces Territoires accèdent au statut d'Etat. Alors, leurs habitants auraient à se prononcer sur l'introduction ou le rejet de l'esclavage dans leur acte organique. Si les Républicains n'étaient guère chauds pour ce projet, les chefs de file esclavagistes le rejetèrent encore

sudiste. Contre toute attente, tous ces ouvrages sauf un ont été publiés par les principales universités du Sud, ce qui fait enrager les thuriféraires du mythe de la « Lost Cause ».

⁴ Nevins A., *The War for the Union: The Improvised War 1861-1862*, New York, 1959, pp. 129-30.

⁵ Harrison L.H., *The Civil War in Kentucky*, Lexington, 1975, pp. 6-7 ; Dumond D.L., *The Secession Movement 1860-1861*, New York, 1931, pp. 130.

⁶ Ibid, p. 7 ; Shortridge W.P., *Kentucky Neutrality in 1861*, in « *Mississippi Valley Historical Review* », vol. IX-4-1923, p. 290.

⁷ Harrison, *Civil War in Kentucky*, p. 8 ; Shortridge, *Kentucky Neutrality in 1861*, pp. 290-91.

⁸ Rappelons que le « Territoire » américain est une entité administrative comparable à celle de l'Etat, mais dont le gouvernement fédéral assure directement la gestion tant que sa population n'atteint pas le quota de population requis par la Constitution (66.000 âmes) pour prétendre au statut d'Etat à part entière. Weisberger B.A., *Encyclopedia of American History*, New York, 1975, p. 1113.

plus violemment parce qu'il lésait leur vision de la « *Southern Manifest Destiny* ». Se référant à la doctrine de John C. Calhoun, ils jugeaient que les Territoires organisés appartenaient autant au Nord qu'au Sud et que la « *populace* » n'avait pas à dicter sa volonté dans les choix politiques et économiques du Sud.⁹

Survient alors le bombardement de Fort Sumter par la milice des sept premiers Etats sécessionnistes : Caroline du Sud (20 décembre 1860), Mississippi (9 janvier 1861), Floride (10 janvier), Alabama (11 janvier), Géorgie (19 janvier), Louisiane (26 janvier) et Texas (1^{er} février). Confronté à la rébellion de ces sept Etats, Lincoln est forcé de recourir à la coercition pour les ramener dans l'Union. La Constitution l'autorise en effet à former une armée avec des troupes levées dans les autres Etats. Quand le gouverneur Magoffin reçoit le télégramme de Lincoln l'invitant à fournir quatre régiments, il lui rétorque aussitôt : « *Je ne céderai ni un homme ni un dollar pour le pernicieux projet de soumettre par la force mes Etats frères du Sud* ». Le 7 mai 1861, les deux chambres kentuckiennes confirment la position de leur gouverneur en décrétant la stricte neutralité du Kentucky dans le conflit.¹⁰

Le 5 août 1861 a lieu l'élection renouvelant les membres des deux chambres kentuckiennes. Les agitateurs sudistes y récoltent ce qu'ils avaient semé : une dégelée électorale qui se traduit par 24 sièges sur 100 à la Chambre et 11 sur 38 au Sénat ! La cause unioniste avait capté 90.000 des 125.000 voix kentuckiennes, la messe était dite ! A partir de cette élection, l'Assemblée débouta Magoffin chaque fois qu'il opposa son veto à une mesure défavorable aux intérêts sudistes.¹¹

L'option sécessionniste désormais mise hors de sa portée, la faction pro-confédérée s'attelle au maintien de la neutralité de leur Etat. C'était encore favoriser les intérêts des insurgés sudistes en privant le Nord des ressources humaines et matérielles du Kentucky et en dressant une barrière politique théoriquement infranchissable par l'armée nordiste. « *Asticotée* » de part et d'autre, la marge de manœuvre du Kentucky s'avérait étroite. Son verrou de sécurité saute le 3 septembre 1861 : l'armée confédérée du brigadier général Leonidas Polk entre en Kentucky et se positionne à Columbus (Kentucky). Par réaction, une force fédérale s'installe à Paducah (Kentucky). Arguant de sa neutralité, le Kentucky proteste, mais dans le sens de sa majorité. Le 11 septembre, son Assemblée passe une résolution exigeant l'évacuation des forces confédérées mais pas de celles de l'Union. Magoffin y oppose son droit de veto. Forte de sa majorité des deux tiers, son Assemblée le rejette et contraint le gouverneur à agir. Magoffin s'y résout puis donne sa démission, cédant la place à son vice gouverneur, James F. Robinson, un ardent unioniste qui radicalise la position du Kentucky vis-à-vis de la Confédération.¹²

Néanmoins, la faction rebelle ne désarme pas. Le 21 septembre 1861, elle prévoit un formidable meeting au cours duquel John C. Breckinridge doit galvaniser la foule. Se doutant bien que cette manifestation déboucherait sur l'enrôlement de volontaires pour l'armée confédérée, le commandant du camp Dick Robinson (la plus forte concentration fédérale dans la région) dépêche des troupes pour disperser les spectateurs et arrêter

⁹ Jenkins W.S., *Pro-Slavery Thought in the Old South*, University of North Carolina Press, 1935, pp. 158-160. Voir aussi : Dumond D.L., *The Secession Movement, 1860-1861*, New York, 1931, pp. 159-170 ; Wakelyn J.L. (édit.), *Southern Pamphlets on Secession, 1860-1861*, University of North Carolina Press, 1996 ; Dew C.B., *Apostles of Disunion ; Southern Secession Commissioners and the Causes of the Civil War*, University of Virginia Press, 2001.

¹⁰ Harrison, *Civil War in Kentucky*, p. 9 et *Kentucky's Governors*, Lexington, Kentucky: The University Press of Kentucky, 2004, pp. 82-84 ; Powell, R.A. *Kentucky Governors*, Frankfort, 1976, p. 52.

¹¹ Harrison, *Civil War in Kentucky*, p. 11 ; Rose J., *Kentucky's Civil War 1861-1865*, Clay City, 2005, pp. 63-65 ; Kleber J.E. *The Kentucky Encyclopedia*, University Press of Kentucky, 1992, p. 193

¹² Shortridge, *Kentucky Neutrality in 1861*, pp. 298-300.

Breckinridge. Prévenu, celui-ci quitte l'Etat, accompagné par un noyau d'irréductibles kentuckiens. Le 1^{er} octobre 1862, il fait publier son « Adresse au Peuple du Kentucky » dans laquelle il proclame : « *Les Etats-Unis ont cessé d'exister, l'Union est dissoute* ». ¹³

Formation du gouvernement confédéré du Kentucky

Le général Albert S. Johnston commandait alors le département de l'Ouest qui incluait le sud du Kentucky depuis l'éclatement de la neutralité du Kentucky. Les forces à sa disposition deviendront l'Armée confédérée du Tennessee. Johnston savait que des Kentuckiens concoctaient une action politique qui était censée extirper le Kentucky de l'Union, mais leurs conciliabules ne l'enchantaient pas. Pressentant que ses troupes ne tiendraient pas indéfiniment en Kentucky, il ne tenait pas à « *traîner dans ses bagages un appareil gouvernemental en déroute* ».

L'idée de proclamer la sécession du Kentucky par une poignée de « putschistes » émanait d'un certain George W. Johnson. Cependant, ses propres partisans « sentaient » mal son idée de recourir à une procédure à ce point illégitime. Les 29 et 30 octobre 1861, 63 délégués représentant 34 comtés plus ou moins favorables à la Confédération se réunissent à l'*Old Fellows Hall* de Russelville (Kentucky) pour débroussailler leurs idées. Comme ils se trouvaient dans l'impossibilité de réunir une convention accessible à tous les citoyens du Kentucky, George Johnson et sa bande arguent du « *droit du peuple à altérer, réformer ou abolir son gouvernement de la manière qui lui semble la plus adéquate* ». Il est toujours « amusant » de constater que lorsqu'une infime minorité transgresse les règles démocratiques pour imposer sa loi à la majorité, elle invoque invariablement « les droits du peuple ». Commandité par le clergé catholique et les grands propriétaires fonciers espagnols, Franco a agi de la même façon et pour les mêmes raisons en 1936. Un certain Henry C. Burnett préside cette assemblée et George W. Johnson est chargé de superviser la rédaction du procès-verbal de la réunion. Le second deviendra le premier gouverneur confédéré du Kentucky ; nous en reparlerons plus loin. ¹⁴

Cette première réunion ne sert vraiment qu'à en préparer une seconde, de plus large audience. Bref, il résulte de leurs cogitations que, le 18 novembre à Russelville, leur seconde convention aura pour objectif « *de former un gouvernement provisoire, de rompre toute relation avec celui de Washington et de prendre n'importe quelle mesure visant à la protection des citoyens et de leurs biens* ». La seconde réunion se tient comme prévu à Russelville et à la date prévue. Cette fois elle regroupe 116 délégués représentant 68 comtés. Observons que ceux-ci agissent de leur propre initiative et sans l'aval de leurs électeurs. Ces hommes ont une peur bleue de se faire arrêter et ils auraient tout plaqué si George W. Johnson ne les avait pas convaincus de rester sur place, derrière les volets clos de la « Clark House » qui existe encore de nos jours.

¹³ Heck F.H. *John C. Breckinridge in the Crisis of 1860-1861*, in "The Journal of Southern History", vol. XXI-3-1955, p. 343 ; Brown K.M. *The Civil War in Kentucky: Battle for the Bluegrass*, Iowa City, 2000, p. 80.

¹⁴ Coulter, E.M., *The Civil War and Readjustment in Kentucky*, Chapel Hill, 1923, p. 137 ; Johnston W.P., *Life of General Albert S. Johnston*, New York, 1879, p. 381 ; Harrison L.H., *George W. Johnson and Richard Hawes: The Governors of Confederate Kentucky*, in "The Register of the Kentucky Historical Society", vol. 79-1-1981,, pp. 11-12.

Comme les patrouilles militaires se multiplient, nos vaillants « cols blancs » suent de trouille et se réfugient dans une tour désaffectée du collège de Bethel.¹⁵

La rédaction de l'ordonnance de sécession ne leur prend guère de temps, mais il en va autrement pour leur nouvelle Constitution. Comme ils sont en permanence sur le qui-vive et que ce texte exige beaucoup de réflexion, ils choisissent une version courte qui se limite à ce qui suit : « *L'actuelle Constitution du Kentucky, dans ce qui ne l'oppose pas à cette convention, à l'établissement du présent gouvernement et aux lois qui seront édictées par son gouverneur et les membres de son conseil, sera le fondement des lois de cet Etat* ». ¹⁶ Leur nouveau gouvernement épouse lui aussi la « version courte » : une commission législative de dix personnes (une par district électoral de leur Etat), que chapeautent les personnalités reprises ci-après :

Gouverneur : George W. Johnson.

Vice gouverneur : Horatio F. Simral qui s'enfuit peu après en Mississippi.

Secrétaire d'Etat : Robert McKee.

Trésorier : Theodore L. Burnett (démissionne le 17 décembre 1862 pour siéger au Congrès confédéré), remplacé par John Q. Burnham.

Auditeur : Josiah Pillsbury.

Président de la commission législative : Willis B. Machen.

Comme l'Armée confédérée du Tennessee couvre Bowling Green (Kentucky), c'est là qu'ils fixent leur nouvelle capitale. Cependant, rendus circonspects, ils décrètent que leur gouvernement pourra siéger aux endroits qui lui paraîtraient les plus appropriés, et qu'un gouvernement définitif et démocratique sera mis en place dès la libération de leur Etat.¹⁷ Événement ô combien drolatique que l'investiture de ce gouvernement kentuckien, le 20 novembre 1861, car, à l'issue des cérémonies, il ajourne ... *sine die* ! Par l'intermédiaire de sa presse et particulièrement celle de Louisville, le gouvernement légitime du Kentucky, celui de l'Union, a donc beau jeu de railler l'inconsistance de son homologue rebelle.

Le « gouverneur » Johnson en guerre

Comme George W. Johnson avait été le principal artisan des deux réunions de Russelville, ses comparses lui attribuent à l'unanimité le poste de gouverneur. Mais qui est cet homme qui semble n'avoir émergé de l'ombre que pour prendre la tête de la minorité sécessionniste du Kentucky ? Nous le connaissons en vérité très peu. Johnson naît le 27 mai 1811 dans le comté de Scott (Kentucky). Son grand-père, le colonel Robert Johnson, avait été l'un des premiers pionniers à s'installer dans cet Etat et avait été très actif durant la première guerre d'Indépendance. Après avoir étudié le droit à l'université de Transylvania (Kentucky), dans les années 1830, George Johnson se marie trois ans plus tard et est admis au barreau de Georgetown dans les années 1840. Sa compétence et sa popularité auraient pu lui ouvrir une carrière politique plus active, pourtant il lui préfère la vie familiale et la gestion de ses plantations de coton en Kentucky et en Arkansas. Il consent finalement à poser sa candidature à la Chambre des

¹⁵ Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 83 ; Kleber, *Kentucky Encyclopedia*, p. 222 ; Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, p. 13.

¹⁶ Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, p. 14 ; Powell, *Kentucky Governors*. p. 114.

¹⁷ Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 84-85 ; Kleber, *Kentucky Encyclopedia*, p. 222 ; Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, p. 13 ; Powell, *Kentucky Governors*. p. 114.

députés du Kentucky, y est élu par le comté de Scott et le représente de 1838 à 1840. Malgré son attachement à la « Vieille Union », Johnson milite avec conviction pour les « Droit des Etats » et, durant la campagne présidentielle de 1860, appuie son concitoyen du Kentucky, John C. Breckinridge, le candidat démocrate sudiste.

Durant cette période préélectorale, on questionna Johnson sur la réaction du Sud dans la perspective d'une victoire républicaine. « *Il serait très mal avisé de la part des Etats sudistes de faire sécession à la suite de cette élection* », répondit-il, « *parce que je pense qu'en restant dans l'Union nous pourrions encore avoir les moyens constitutionnels de résister aux agressions des républicains (...)* En restant dans l'Union il est évident que nous pourrions maintenir nos droits constitutionnels pendant quatre ans. Ensuite, en unissant toute l'opposition au parti républicain, nous pourrions élire son successeur ». Lorsqu'on lui demanda s'il défendrait l'usage de la force pour empêcher les sécessions avant l'investiture de Lincoln, Johnson répliqua qu'il ne recommanderait jamais à dix-huit Etats libres d'essayer de soumettre quinze Etats esclavagistes. « *Ce serait une guerre éternelle qui résulterait d'une pareille politique. Dans l'hypothèse même où les Etats cotonniers seraient seuls à opter pour la sécession, ceux-ci seraient encore trop forts pour que l'Union puisse les réduire par la force* ». Il prétendit également que la sécession de ces Etats inciterait la France et le Royaume-Uni à reconnaître leur indépendance et à négocier des alliances avec eux.

S'il espérait beaucoup de l'adoption du « Compromis Crittenden », Johnson n'en pensait pas moins qu'en intégrant son Etat dans la Confédération, l'équilibre des forces entre le Nord et le Sud empêcherait un conflit. Selon lui, l'union du Nord et du Sud par des traités et un marché libre solutionnerait leurs antagonismes, et leurs relations s'en trouveraient plus cordiales que par le passé. Dans le même temps, Johnson et le gouverneur en place, Beriah Magoffin, œuvrent au sein d'une commission composée de six hommes chargés de contrôler la milice du Kentucky. Durant l'été 1861, Johnson rend visite au président Davis pour lui assurer que le Kentucky respecterait réellement sa neutralité. Dans son for intérieur, Johnson la considérait comme un pis-aller car ses sentiments personnels le poussaient indéniablement dans le camp du Sud.¹⁸

Dans un ultime effort, Johnson et quelques autres sympathisants confédérés se démènent pour empêcher leur Etat de tomber sous la coupe unioniste. Le 10 septembre 1861 à Frankfort, ils mettent sur pied une convention défendant les droits des Etats et réunissant les représentants de soixante-dix comtés. Les membres de cette convention réclament le maintien de la neutralité et condamnent le gouvernement fédéral pour ses actions. La présence de troupes nordistes dans l'Etat tempère cependant leurs vocalises. Conscient que ses sympathies sudistes le placeraient tôt ou tard sous les verrous de l'Union et, de toute manière, renonçant à vivre sous sa férule, Johnson se joint aux réfugiés kentuckiens qui émigrent vers les lignes confédérées.¹⁹ Après un bref séjour à Richmond, il prend volontairement du service dans l'état-major d'un concitoyen du Kentucky, le général confédéré Simon B. Buckner²⁰ à Bowling Green (Kentucky).

¹⁸ Rose, *Kentucky's Civil War*, p. 63-65.

¹⁹ Coulter, *The Civil War in Kentucky*, p. 113.

²⁰ Brevet capitaine dans l'armée régulière de l'Union après de brillants services durant la guerre avec le Mexique, Simon Bolivar Buckner obtint le poste d'inspecteur général de la milice du Kentucky en 1860. Après le rejet de la sécession par la majorité des élus de son Etat, Buckner offrit ses services à l'armée confédérée. Le secrétaire à la Guerre Leroy P. Walker le nomma général de brigade et, le 14 septembre 1861, le plaça à la tête des volontaires kentuckiens ralliés à la Confédération. Beaucoup de ceux-ci étaient d'anciens membres de la *Kentucky State Guard*, qui étaient passés avec armes et bagages dans l'armée rebelle.

George Johnson se trouve assez satisfait de sa situation. Simon Buckner était un ami personnel et il admirait Albert S. Johnson, le commandant en chef des forces confédérées dans l'Ouest. Le 15 octobre 1861 il lui demande de protéger le commerce, les libertés individuelles et les conditions de vie des exilés kentuckiens.²¹ Il s'agissait en substance de convenir d'un marché libre avec les autres Etats confédérés, de suspendre le paiement des taxes à l'Union et de garantir les droits des sympathisants kentuckiens menacés de représailles par les autorités unionistes. Confronté à des difficultés militaires plus cruciales, le général Johnston n'a pas envie de dilapider son temps dans des affaires civiles mineures. Du reste, même s'il en avait eu les moyens matériels, il n'aurait satisfait Johnson qu'à demi. Ce que celui-ci et ses partisans désiraient avant tout, c'était l'admission pure et simple du Kentucky dans la Confédération. Or, la rigueur de la procédure démocratique relative à cette démarche les ennuyait beaucoup. A ce propos, il serait peut-être utile de rappeler que pour être dûment recevable, la sécession d'un Etat devait émaner d'une convention mise sur pied par le gouvernement légitime de l'Etat ou tout au moins par la majorité absolue de ses représentants. « Robin des Bois » Johnson et ses « joyeux compagnons » étaient donc loin du compte.

Le 21 novembre 1861, les émissaires kentuckiens Henry C. Burnett et William E. Simms gagnent Richmond pour y plaider la cause de leur Etat. Ils emportent avec eux un message du gouverneur Johnson pour le président Davis. « *Notre gouvernement, issu des ruines de la vieille Union, n'a pas la possibilité d'exercer son droit constitutionnel de faire sécession* » écrit-il, « *nous venons vers vous en toute honorabilité pour vous offrir notre aide dans notre cause commune et en partager la destinée* ». ²² Le 26 novembre, dans une communication destinée au peuple du Kentucky, Johnson accuse les abolitionnistes d'être la cause de la dissolution de l'Union et réaffirme que la majorité de la population avait toujours été favorable au Sud. Après avoir disserté sur l'évidente impossibilité de réduire la Confédération par la force et sur la très prochaine admission du Kentucky dans la Confédération, Johnson exhorte ses concitoyens à soutenir énergiquement « *la défense et les libertés de leur Etat* ». Non seulement les Kentuckiens réagissent mollement à cette proclamation, mais en outre l'ex-gouverneur Magoffin condamne sévèrement le gouvernement fantoche de Russelville au nom du respect qui est dû à la majorité issue d'une élection démocratique.²³

Jeff Davis saisit le surréalisme dont est empreint le gouvernement de George Johnson, néanmoins il décide que l'attitude méritoire des activistes kentuckiens justifiait de ne pas s'attarder sur la forme légale de leur requête.²⁴ Le 10 décembre 1861, le Congrès confédéré provisoire admet le Kentucky comme son treizième Etat et lui consent dix sièges à la Chambre des représentants : Henry C. Burnett ; Theodore L. Burnett ; John M. Elliott ; George W. Ewing ; L. H. Ford ; George B. Hodge ; Thomas Johnson ; Thomas B. Monroë ; John J. Thomas et Daniel P. White.²⁵

Durant l'automne et le début de l'hiver, Johnson s'applique à créer un embryon d'administration susceptible de fonctionner. En plus de ces soucis, il ressent mal l'absence de nouvelles de sa famille, aucune de ses lettres n'a reçu de réponse et son

²¹ O.R. Series I, vol. IV, pp. 450-451.

²² O.R. Series IV, vol. I: pp. 743-47.

²³ Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, p. 16 ; Rose, *Kentucky's Civil War*, p. 63-65.

²⁴ Harrison, *Kentucky's Governors*, pp. 82-84 ; Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 87.

²⁵ « *Communication de Davis à Howell Cobb, président du Congrès confédéré* », in Quisenberry A.C. *The Alleged Secession of Kentucky in 1861*, in « Register of the Kentucky Historical Society », vol. XV, Mai 1917, pp. 25-27 ; Years W.B., *The Confederate Congress*, Athens, 1960, pp. 236-44.

épouse s'est vue refuser un passeport pour passer en territoire confédéré. Il en aura tout de même des nouvelles par son fils qu'il rencontre par hasard. Celui-ci s'était engagé dans le régiment de cavalerie du fringant John H. Morgan dont il savourait l'audace et l'énergie. Johnson se dévoue corps et âme à la mise sur pied de son gouvernement. On peut du reste se demander si, pendant cette période, il avait pris conscience que ce gouvernement n'existait qu'au travers de l'Armée confédérée du Tennessee.

Dès son accession au poste de gouverneur, Johnson s'était démis de sa fonction d'aide de camp volontaire du général Albert S. Johnston. Leurs relations restèrent très cordiales parce que le premier ne se mêlait jamais des affaires militaires du second. En décembre toutefois, Johnson soutient la requête de J. H. Morgan qui demandait deux pièces d'artillerie légère pour sa cavalerie. Comme c'était Madison Johnson, le propre fils de Johnson qui devait les commander, l'influence du père se fit cette fois sentir. Johnson essaya aussi, mais en vain, de sacquer le général Lloyd Tilghmann qu'il jugeait « *inutile et incompetent* ». Quand les problèmes politiques et militaires se confondaient, Johnson en débattait avec les généraux confédérés qui, d'ordinaire, ne lui réservaient qu'une attention polie.

Il ne remporte guère plus de succès dans la levée de troupes. Des volontaires kentuckiens s'étaient enrôlés dans l'armée confédérée avant la formation du gouvernement sudiste du Kentucky et Johnson obtient leur regroupement sous un même commandement. Le 4 décembre 1861, les membres du Conseil du « gouverneur » Johnson l'autorisent à lever vingt compagnies supplémentaires de volontaires (deux régiments) pour un engagement d'un an au minimum. Dans son appel de février 1862, le président Davis avait fixé à chaque Etat un quota de soldats correspondant à 6% de sa population blanche. Cela représentait 46.000 hommes pour le Kentucky, assez pour organiser 58 régiments de 800 hommes chacun. En raison des divisions intérieures de cet Etat et de son occupation par les troupes unionistes, Johnson ne recrutera jamais les effectifs requis par Davis. Connaissant la situation particulière du Kentucky, le secrétaire à la Guerre Judah Benjamin rassure tout de même Johnson : « *Vu les circonstances spéciales dans lesquelles se trouve le Kentucky et les difficultés que rencontrent ses autorités, je n'espère guère que vous puissiez répondre adéquatement à l'appel du Président* ». Aussi il lui demande seulement de faire de son mieux en attendant la libération de son Etat.²⁶

L'armement et l'équipement de troupes obéraient d'autant plus les finances du gouvernement confédéré du Kentucky, que celui-ci devait faire face à d'autres dépenses. Ses ressources propres étaient à ce point dérisoires qu'il lui fallait en mendier à Richmond. Au début septembre 1861, quand l'armée rebelle de Leonidas Polk transgressa la neutralité du Kentucky, le Congrès confédéré autorisa son président à délivrer un million de dollars aux Kentuckiens pour les aider à résister à l'Union. Les événements évoluèrent trop vite pour que les partisans sudistes du Kentucky eussent le temps de percevoir cette somme. En revanche, quand le Kentucky fut admis dans la Confédération, il ne pouvait plus y avoir droit, sauf sous la forme d'un prêt officiel. Aussi, le 3 janvier 1862, Richard Johnson sollicita un prêt de trois millions de dollars pour payer et équiper ses volontaires. Quelque trois semaines plus tard, le Congrès ne lui avança que deux millions de dollars en bons du Trésor. Cette somme n'était pas un prêt mais une sorte de « pécule de guerre » mis à la disposition du gouverneur kentuckien sous certaines conditions. Pour y puiser, celui-ci devait soumettre au

²⁶ O.R. Series I, vol. VII: p. 857 ; Rose, *Kentucky's Civil War*, p. 63-65.

secrétaire à la Guerre la liste des objectifs auxquels il entendait consacrer lesdites sommes, puis les faire approuver par le président pour que le Trésor confédéré soit autorisé à les libérer.²⁷

Pendant ses quatre années d'exil, le gouvernement provisoire bénéficia d'un soutien financier beaucoup plus consistant de la part du congressiste Eli M. Bruce. Sentant le vent tourner en faveur du Nord, ce businessman kentuckien clôtura ses affaires à Louisville en 1861 et les transféra à Chattanooga, à Augusta et en d'autres points cruciaux de la Confédération. Très patriote, il se consacra principalement à l'approvisionnement des troupes kentuckiennes, affrétant même des steamers pour exporter du coton et ramener d'Europe les fournitures qui leur manquaient le plus. En tant que député du Kentucky, Bruce défend activement les intérêts de son Etat au Congrès confédéré. Il aurait dépensé environ 400.000 \$ (contre-valeur US) de ses propres deniers pour aider et équiper les soldats kentuckiens sans réclamer de compensation à Richmond. En outre, il entretenait en permanence un centre d'accueil pour les prisonniers désœuvrés qui venaient d'être échangés et prêta plusieurs millions de dollars à des hommes qui traitaient des contrats pour le compte de Richmond. Estimant avoir largement satisfait à ses obligations de citoyen confédéré, il se rendit à Washington dès la fin des hostilités pour y demander son « pardon ». Il l'obtint et poursuivit ses affaires à New York où il décéda prématurément en 1866, il avait 37 ans.²⁸

De son côté, le « gouverneur » Johnson essaya de récolter des fonds au Kentucky pendant qu'il s'y trouvait encore. Au début décembre 1861, il ordonna aux shérifs et aux receveurs des impôts locaux de verser les produits de leurs collectes au Trésor confédéré. Comme certains shérifs s'y opposèrent, Johnson leur confisqua leurs fonds personnels et les fit démettre de leurs fonctions. Beaucoup de particuliers tirèrent parti du désordre général pour ne rien payer du tout. Le gouvernement unioniste du Kentucky remboursa plus tard les shérifs que les Confédérés avaient spoliés. Johnson s'appropriait également des fonds d'Etat déposés dans quelques banques à proximité des lignes rebelles. Les troupes confédérées du Kentucky ayant autant besoin d'armes que de sous, Johnson édicta une loi qui essaya de pallier ces deux carences. Les Blancs de 18 à 45 ans qui n'étaient pas sous les drapeaux eurent l'obligation de remettre un fusil en bon état à l'inspecteur des armes de leur comté. Ceux qui, à défaut d'une arme, possédaient des biens évalués à 500 dollars minimum étaient redevables d'une taxe de 20 dollars. En théorie, des amendes de 50 dollars et même des peines d'emprisonnement frappaient les fraudeurs jusqu'à l'apurement de leur dette. A défaut d'être réellement coercitive, cette loi rapporta peu d'argent, quelques vieilles armes et augmenta le nombre des partisans de l'Union.²⁹

La convention de Russelville avait élu dix membres au Congrès provisoire de Richmond, mais cette formation politique prit sa forme définitive en février 1862 pour se scinder en deux chambres. Jusqu'à ce qu'un nouveau recensement soit effectué, chaque Etat avait le droit d'envoyer un représentant au Congrès par tranche de 90.000 habitants inscrits sur le recensement de 1860. Ainsi, le Kentucky avait droit à douze députés et deux sénateurs dont l'élection devait se dérouler selon les normes et dans les

²⁷ Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, p. 20.

²⁸ www.brucefamily.com.

²⁹ O.R. Series I, vol. VII: pp. 819-820 ; Kerr W.B., *Confederate Occupation and Defense of Bowling Green and Warren County during the Civil War*, University of Kentucky, 1936, pp. 69-70 ; Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, p. 20 ; Rose, *Kentucky's Civil War*, p. 63-65.

délais prévus par la Constitution confédérée. Or, quand a lieu l'élection de Johnson, le délai pour celle de ses députés était dépassé. Le 22 janvier 1862, Richmond organisa alors des élections tardives rien pour les ressortissants du Kentucky. Il s'agissait plutôt d'une parodie d'élection au cours de laquelle la plupart des votants étaient des soldats kentuckiens de l'Armée du Tennessee. Les résultats de ce scrutin confirmèrent cinq des congressistes précédents dans leur fonction : les députés (T. L. Burnett ; J. M. Elliott ; G. W. Ewing ; G. B. Hodge) et le sénateur H. C. Burnett. Les huit autres (Robert J. Breckinridge Jr. ; H.W. Bruce ; E. M. Bruce ; J. S. Chrisman ; J. W. Crockett ; W. B. Machen ; J. W. Moore ; H. E. Read) et le nouveau sénateur (W. E. Simms) étaient quasiment inconnus en politique.³⁰

Le 19 janvier 1862, la division du général George H. Thomas surprenait les Confédérés du général Felix Zollicofer à Somerset (bataille de Mill Springs), dans l'est du Kentucky. Cette victoire démantelait l'extrémité droite de la ligne confédérée dans l'Ouest. Quant à son aile gauche, constituée par les forts Henry et Donelson, elle se trouvait en position critique (ils se rendront à U.S. Grant le 15 février 1862). Le 8 février, après un entretien avec ses deux chefs de corps (P. G. T. Beauregard et William J. Hardee), A. S. Johnston décide d'évacuer le sud du Kentucky pour reformer sa ligne au sud de la rivière Tennessee. Le 15 février, son armée dressait ses tentes dans les faubourgs de Nashville (Tennessee). Le gouverneur Johnson s'attarda jusqu'à la dernière minute à Bowling Green pour ne pas trop ternir l'image de marque de son corps politique en se défilant honteusement dans les basques de l'armée rebelle. Même dans le Sud, on ne prend pas au sérieux ce gouvernement fantoche. Le *New Orleans Picayune* du 12 mars 1862 ironise : « *la capitale du Kentucky se trouve actuellement sous un tente Sibley* ». ³¹

En dépit des événements, George Johnson nourrit néanmoins l'espoir d'assister à la reconquête de son Etat par Albert S. Johnston. Il s'alarme prodigieusement quand celui-ci envisage de céder le commandement de son armée à P.G.T. Beauregard et il emploie toute son énergie à l'en dissuader. Sa lettre du 26 mars 1862 en témoigne : « *Nous occupons le bon terrain au bon moment. La plus éclatante victoire de la guerre vous attend à moins que vous commettiez un acte suicidaire en cédant le commandement de votre armée au moment même où elle exige l'énergie d'un cerveau doué. Vous ne pouvez pas faire cela* ». ³²

Au matin du 6 avril, toujours à la tête de l'Armée du Tennessee, Albert S. Johnston surprend Ulysses Grant à Shiloh. Johnson accompagne les troupes et malgré son grand âge s'improvise aide de camp du divisionnaire John C. Breckinridge, l'ancien candidat des Démocrates sudistes. La première brigade du Kentucky étant coupée de Breckinridge durant l'action, Johnson se place sous les ordres du colonel kentuckien Robert T. Trabue et refuse un autre cheval quand le sien est tué sous lui pendant la matinée. Il se glisse alors dans la compagnie du capitaine Monroe du 4^e d'infanterie du Kentucky et combat avec elle jusqu'au soir. Se souvenant qu'il n'avait aucun statut militaire officiel, il avait insisté pour y servir comme simple soldat. ³³

Le lendemain matin, les Confédérés résistent désespérément aux forces ennemies entre-temps renforcées. Au cours de la bataille, une balle minié blesse grièvement

³⁰ Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, p. 22 ; Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 88.

³¹ Rose, *Kentucky's Civil War*, p. 63-65.

³² Roland C.P., *Albert Sidney Johnston : Soldier of Three Republics*, Austin, 1964, pp. 550-551.

³³ O.R. Series I, vol. X-2: pp. 614, 618 ; Pollard E.A., *Southern History of the War*, 4 vols., New York, 1866, vol. I, p. 311.

Johnson. Il gît inanimé sur le terrain jusqu'au lendemain. C'est le général fédéral Alexander McCook qui le reconnaît en parcourant cette partie du terrain reconquis à l'ennemi. McCook le prend en charge et le fait transférer à bord du navire-hôpital *Hannibal* accosté au rivage. En reprenant conscience, Johnson comprend que sa fin est imminente et il réunit ses dernières forces pour dicter quelques lettres avant de mourir. Il tenait à tout prix à expliquer ce qui l'avait amené à Shiloh : « *Je désirais les honneurs personnels, la liberté politique et un gouvernement d'Etat constitutionnel, c'est pour cette raison que j'ai tiré l'épée !* ». Johnson n'adressa aucun message à son épouse, « *ma femme sait combien je l'aime et il n'est pas nécessaire de lui remettre un message particulier* ». ³⁴

Des amis tels que J. Harlan et J. S. Jackson expédièrent le corps chez lui aussi vite que possible. L'embaumement étant impossible sur place, ses restes furent recouverts de sel et convoyés jusqu'à Georgetown par l'Adam Express. Ignorant la mauvaise humeur des quelques Unionistes qui désapprouvèrent les honneurs maçonniques et religieux rendus à un ennemi aussi important, les amis et les voisins de George Johnson lui témoignèrent leur amitié jusqu'au bout. Que les Confédérés le comblent d'éloges ne surprit personne, par contre la presse ennemie étonna en publiant une notice nécrologique relativement flatteuse à son égard : « *Il fut un Rebelle en armes et il subit son destin. Toutefois, nous aurons une juste appréciation de son caractère. Nous le connaissions très bien, il était noble, généreux et chevaleresque. Nous verserons une larme sur lui, même s'il se trompa effroyablement* ». ³⁵

Le Nouveau Gouverneur Hawes

Selon le paragraphe 4 de sa Constitution, le gouvernement confédéré du Kentucky ne pouvait pas élire un nouveau gouverneur parmi les membres de son conseil. Le 31 mai 1862 à Corinth (Mississippi), ceux-ci portent leur choix sur Richard Hawes. ³⁶ Natif de Virginie (1797), Hawes suit ses parents en Kentucky en 1810, y suit des cours de droit à l'université de Transylvania et, huit ans plus tard, s'associe au célèbre juriste R. Wickliffe. La même année, il épouse la fille de G. Nicholas, une autre grande « *pointure* » du droit américain. En 1843, il se fixe à Paris (Kentucky). Lors de ses débuts politiques, il se lie avec le parti Whig dont Henry Clay était l'idole. Hawes est élu à l'Assemblée législative du Kentucky en 1828 et, de 1837 à 1841, représente le district d'Henry Clay au Congrès. A la veille du conflit, il possédait une poignée d'esclaves et quelques acres de terre qui lui assuraient des revenus confortables. Lors de la dissolution du parti Whig en 1850, Hawes adhère au parti démocrate et soutient la candidature de Franklin Buchanan à la présidence des Etats-Unis, en 1856. Quatre ans plus tard, ce parti éclate en deux nouvelles formations antagonistes et Hawes rallie celle de John C. Breckinridge, la plus rabique en matière d'esclavage.

Hawes joue également un rôle actif dans les événements qui précèdent l'entrée en guerre du Kentucky. En mai 1861, quand les factions pro et anti-sécessionnistes de cet

³⁴ Johnston J.S., *Governor George W. Johnson*, in Thompson E.P., *History of the Orphan Brigade*, Louisville, 1898, pp. 517-518 ; Rose, *Kentucky's Civil War*, p. 63-65 ; Harrison, *Kentucky's Governors*, pp. 82-84 ; Kleber, *Kentucky Encyclopedia*, p. 473.

³⁵ *Louisville Weekly Journal*, 17 avril 1862.

³⁶ Harrison, *Kentucky's Governors*, pp. 85-88 ; Rose, *Kentucky's Civil War*, pp. 90-91 ; Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 93.

Etat créent une commission de six hommes pour gérer sa crise sécessionniste interne, Hawes, Breckinridge et le gouverneur Magoffin y défendent les droits du Sud. Après l'avortement de leur proposition de convention, ceux-ci et les trois membres unionistes de cette commission s'entendent encore assez pour recommander une neutralité qui postpose de quelques mois l'entrée en guerre du Kentucky. Fin juillet 1861, Hawes et les partisans du Sud publient un « *Avis au peuple du comté de Bourbon* ». Dans ce texte, ils proposent la paix sur base d'une reconnaissance de l'indépendance de la Confédération, un équitable apurement des dettes de la nation et une juste répartition des biens publics. Ils accusent les Républicains d'être les agresseurs dans le conflit et leur conteste le droit d'user de la force pour ramener un Etat dans l'Union. Hawes et ses compagnons refusent cependant l'étiquette de sécessionnistes, ils prétendent même se réjouir d'une éventuelle réunion, sur base du « Compromis Crittenden ».

Lors de la brutale rupture de la neutralité du Kentucky en septembre 1861, Hawes redoute d'être emprisonné pour ses sympathies sudistes et se joint aux petits groupes de réfugiés qui gagnaient les lignes confédérées. Apparemment, la présumée « dictature abolitionniste » n'effraye guère les Kentuckiens car peu d'entre eux encomrent les routes menant dans le Sud. Nommé auditeur du gouvernement de George Johnson, Hawes renonce à ce poste et lui préfère l'armée malgré ses soixante-quatre ans. Dans sa jeunesse, il avait servi brièvement dans la milice de son Etat, notamment durant la courte guerre contre les Indiens de Black Hawk, en 1832. En dépit de sa maigre expérience militaire, il prend du service comme commissaire à l'approvisionnement de la brigade d'Humphrey Marshall. Bien qu'Hawes prouvât son efficacité dans sa tâche militaire, le général Marshall se sépara sans regret de ce subordonné qui se permettait trop souvent d'entretenir directement le secrétaire à la Guerre et l'adjudant général Samuel Cooper du fonctionnement de la brigade.³⁷

Hawes se remettait d'une crise de fièvre typhoïde lorsqu'il apprend son élection au poste de gouverneur et, aux environs de mai 1862. Il rejoint le gouvernement confédéré du Kentucky, rivé à l'Armée du Tennessee. Le 27 août 1862, les membres du conseil de Hawes le poussent à rendre visite au président Davis pour défendre le projet d'une invasion du Kentucky. Hawes utilise entre autres son séjour à Richmond pour demander l'autorisation de prélever des fonds sur les deux millions dollars attribués au Kentucky par le Congrès. Il pensait que son prédécesseur n'avait prélevé que 15.000 des 250.000 dollars dont le Trésor confédéré lui avait permis de disposer dans l'immédiat. Par contre, il ignorait l'usage qui en avait été fait. A Richmond, il défend l'idée que si ces deux millions de dollars prévus pour les forces sudistes du Kentucky devenaient immédiatement disponibles, « *de nombreuses troupes pourraient être levées dans cet Etat* ». Durant son entretien avec Jefferson Davis, Hawes optimise les chances de succès d'une campagne militaire dans cette région et certifie que celle-ci habiliterait son gouvernement à en reprendre très vite le contrôle administratif. Davis ne lui répond que très évasivement. Cette entrevue les ayant retardés, Hawes et son conseil se retrouvent bien en arrière des armées de Braxton Bragg et d'Edmund Kirby Smith, en route vers le Kentucky.³⁸

L'Armée du Tennessee de Bragg quittait Chattanooga le 18 septembre tandis que Kirby Smith, déjà à Lexington (Kentucky) avec ses troupes, s'étonnait de l'absence du

³⁷ O.R. Series I, vol. IV: p. 508 ; vol. VII: pp. 53-54, 815-16, 879 ; vol. XX-2: p. 490 ; vol. LII-2: p. 260 ; Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, pp. 31-32 ; Kleber, *Kentucky Encyclopedia*, pp. 418-419.

³⁸ Harrison, *Kentucky's Governors*, pp. 82-88 ; Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 93.

gouverneur Hawes. Plus tard, ce dernier et son administration critiquèrent le comportement de Bragg, selon eux plus enclin à s'intéresser à l'installation du gouvernement provisoire à Frankfort (Kentucky) qu'à ses opérations militaires. Braxton Bragg exprima un vif désappointement devant le manque d'enthousiasme des Kentuckiens à s'enrôler dans son armée. Il avait trimbalé avec lui plus de 20.000 fusils pour équiper les potentielles recrues kentuckiennes et, de toute évidence, elles ne se ruaièrent pas au comptoir ! Bragg suggéra alors au gouverneur Hawes de faire appliquer tout de suite la conscription et, le 2 octobre 1862, il en informa le président Davis.³⁹

Hawes rencontre Bragg à Danville le dernier jour de septembre 1862 et ils arrivent ensemble à Lexington où Kirby Smith s'impatientait. Interprétant mal les mouvements des forces unionistes et estimant erronément qu'ils avaient du temps devant eux, Bragg et son état-major se rendent en train à Frankfort le 3 octobre. Le général avait élaboré un grandiose cérémonial pour fêter l'investiture du gouverneur Hawes dans la capitale kentuckienne. Le 4 octobre, Kirby Smith en personne mène le détachement de cavalerie qui escorte en grande pompe le gouverneur Hawes jusqu'au capitole. A midi, ouvrant les discours, Bragg se fend d'une belle tirade, déclarant qu'en tant que « *commandant en chef de l'armée confédérée qui avait repoussé l'envahisseur et qui venait de restaurer les libertés civiles* », il installait officiellement le gouverneur dans la capitale de son Etat et « *lui transmettait l'autorité civile qui revenait de droit à la magistrature d'un peuple libre* ». Prenant les déclarations de Bragg au pied de la lettre, Hawes exprime sa confiance dans le rôle que jouera son administration dans un Etat « *incorporé à part entière dans la Confédération* » qui « *tiendra le Kentucky, quoi qu'il en coûte* ». ⁴⁰

Après ces logorrhées, les invités de l'intelligentsia locale s'attablent joyeusement dans la salle de l'hôtel Capital pour le déjeuner. Vers 13h30, un courrier altère brusquement la physionomie de Bragg qui griffonne sur-le-champ un message pour le général Polk : « *L'ennemi avance sur nous en force, à seulement 20 kilomètres. Détruisez les ponts, concentrez vos troupes à Harrodsburg et ensuite attaquez* ». Dans les minutes qui suivent, l'artillerie fédérale se déchaîne et ses premiers obus tombent sur la ville. Le général Basil Duke se souvient : « *La panique et la stupéfaction saisirent tous nos amis qui ne faisaient pas partie de l'armée. Les gens paraissaient tétanisés et ils maudirent le nom de Bragg. Tard dans l'après-midi, très amer, le gouverneur Hawes évacua dignement les lieux mais en hâte* ». Les Confédérés du Kentucky blâmèrent longtemps Bragg pour avoir humilié Hawes de la sorte en lui laissant croire que son installation était définitive. Il faut reconnaître que la « fessée » s'était révélée magistrale ! ⁴¹

Eut lieu alors la bataille de Perryville (8 octobre 1862) qui scella l'échec de l'invasion du Kentucky. A la fin de ce même mois, les Confédérés abandonnaient définitivement ce *Border States* tant contesté.⁴² Pour justifier sa déconfiture, Braxton Bragg en reporte la responsabilité sur les « *couards du Kentucky* » qui n'avaient pas rejoint ses rangs. Outré par de tels propos, Hawes fustige Bragg dans une longue lettre

³⁹ McWhitney G., *Braxton Bragg and Confederate Defeat : Field Command*, New York, 1969, p. 297.

⁴⁰ Duke B.W., *History of Morgan's Cavalry*, Cincinnati, 1867, pp. 265-66 ; Collins L. & R.H., *History of Kentucky*, 2 vols., Covington, 1874, vol. I, p. 113.

⁴¹ Collins, *History of Kentucky*, vol. I, p. 113 ; Johnston J.S., *Bragg's Campaign in Kentucky : From Frankfort to Perryville*, The Filson Club, 1969, p. 308 ; Harrison, *The Civil War in Kentucky*, pp. 48-49. Notons que le Nord fit preuve de beaucoup plus de discrétion et de discernement lorsqu'il installa ses propres gouverneurs dans les Etats rebelles occupés par ses troupes. En outre, les gouverneurs en question restèrent en fonction jusqu'après la guerre.

⁴² Rose, *Kentucky's Civil War*, pp. 90-91 ; Harrison, *Civil War in Kentucky*, p. 47 ; Powell, *Kentucky Governors*, p. 115.

publiée dans le *Richmond Examiner*. Il y admet que les riches Kentuckiens étaient plus attachés à leurs biens qu'à leurs libertés, tout en soulignant qu'il y avait de « *très nombreuses et très brillantes exceptions* ». De plus, comme le Kentucky se trouvait sous la coupe des Yankees depuis le début de la guerre, « *il était naturel que sa population ne croie pas beaucoup en la puissance du pouvoir confédéré dans leur Etat* ». Dans cette même lettre, Hawes impute l'échec de la campagne à Bragg. Si celui-ci avait réservé plus d'attention aux affaires militaires et s'il n'avait pas dispersé ses divisions aussi maladroitement, il aurait pu défaire l'armée de Carlos Buell avant qu'elle entre dans Louisville. Dans ces conditions, le recrutement aurait été plus aisé et « *l'Armée du Tennessee aurait pu aligner quelque 10.000 hommes de plus à la bataille de Perryville* ». ⁴³

Jusqu'à la fin de la guerre, Hawes et son administration essaient vainement de passer pour un gouvernement actif. Depuis Richmond ou en campagne « dans les bagages » de l'Armée du Tennessee, Hawes, via les députés de son Etat au Congrès, harcèle le gouvernement confédéré pour le persuader d'entreprendre une nouvelle campagne en Kentucky. ⁴⁴ Hawes avait cependant du mal à admettre qu'il n'avait le pouvoir ni de renforcer la conscription ni de profiter des richesses naturelles de son Etat. De surcroît, il ne savait pas ce qu'étaient devenus les 45,000 \$ que les Confédérés avaient transférés de Columbus (Kentucky) à Memphis (Tennessee) durant leur occupation du Kentucky. Une déception supplémentaire le surprend en 1864. Faisant suite à une demande de fonds de Hawes, le président Davis lui répond que, dès l'instant où le Kentucky était devenu un Etat à part entière de la Confédération, celui-ci ne pouvait plus prétendre au million de dollars mis à la disposition des partisans kentuckiens, le 31 août 1861. ⁴⁵

Durant l'été 1864, l'autorité du gouverneur Hawes sort plus ou moins de sa léthargie quand le colonel R.A. Alston du 9^e de cavalerie du Tennessee réclame une enquête sur les crimes et malversations commises par les hommes de John H. Morgan durant leur dernier raid en Kentucky. L'affaire n'ira pas plus loin, Morgan est suspendu de son commandement le 10 août 1864 et une patrouille fédérale le tue le 4 septembre. ⁴⁶

Le gouvernement de Hawes n'ayant *de facto* rien à gouverner, il s'évapore littéralement lors de l'effondrement de la Confédération en 1865. Hawes accepte la défaite avec sérénité et rentre calmement chez lui pour reprendre ses activités juridiques et essayer de compenser ses pertes financières dues à la guerre. Il obtient le pardon présidentiel en juin 1865, ce qui lui permet d'être élu juge à la cour du comté de Bourbon en 1866. Il sera réélu en 1870 et 1874. En 1869, il attire encore l'attention sur lui en déclarant nulles et non avenues certaines dispositions sociales prises par le Bureau des Affranchis, sous prétexte que le président Lincoln n'avait émancipé que les esclaves des Etats encore en rébellion au 1^{er} janvier 1863 ! ⁴⁷

Hawes décède le 25 mai 1877. Ses funérailles attirent une foule nombreuse qui, par sa présence et ses messages de condoléances, traduisait effectivement le respect qu'elle avait de l'éphémère gouverneur confédéré du Kentucky.

⁴³ Harrison, *Governors of Confederate Kentucky*, pp. 36-37 ; Harrison, *Civil War in Kentucky*, pp. 40-51 ; Kleber, *Kentucky Encyclopedia*, pp. 772-773 ; Noe K.W., *Perryville: This Grand Havoc of Battle*. Lexington, 2001, p. 124.

⁴⁴ Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 96-97.

⁴⁵ O.R. Series IV, vol. II: pp. 417-18 ; Series I, vol. XX-2: pp. 451-52 ; Harrison, *Kentucky's Governors*, pp. 85-88 ; Brown, *Battle for the Bluegrass*, p. 96-97.

⁴⁶ Rose, *Kentucky's Civil War*, pp. 90-91.

⁴⁷ Collins, *History of Kentucky*, vol. II: p. 82